

Département de la Somme



Enquête publique n° E19000227/80

Du 10 février au 10 mars 2020 inclus

**Relative à la demande d'autorisation d'exploiter
en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le
territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg (80),
ainsi que la demande de servitudes d'utilité publique,
présentée par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL)**



**Désignation du commissaire enquêteur
par le Tribunal administratif d'Amiens le 23 décembre 2019**

**Arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique
de Madame la Préfète de la Somme du 10 janvier 2020**



Conclusions du commissaire enquêteur

Transmises le 6 avril 2020

Demande d'Autorisation d'Exploiter

Avis du commissaire enquêteur

P. JAYET



Conclusions et avis - Demande d'autorisation d'exploiter

Sommaire

1- Rappel de l'objet de l'enquête publique et des principaux éléments la concernant	01
1-1. Le contexte général	01
1-2. La demande d'autorisation d'exploiter	02
1-3. Actualisation du classement ICPE du site et du projet	03
1-4. Origine des déchets	03
1-4-1. Origine et identification des déchets actuellement stockés sur le site	03
a) Les déchets actuels	03
b) Les déchets interdits	03
1-4-2. Origine et caractéristiques des nouveaux déchets admis	04
a) Les déchets admis sur le nouveau casier 2 de l'ISDND	04
b) Les déchets admis sur le stockage d'amiante liée	04
c) Les déchets admis sur la plate-forme de déchets inertes	04
d) Les déchets interdits pour le stockage	04
e) Estimation des tonnages de déchets	04
2- L'enquête publique	05
2-1. L'arrêté du 10 janvier 2020 de Madame la Préfète du département de la Somme	05
a) Objet de la demande visée par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020	05
b) Mise en application des dispositions relatives à l'organisation de l'enquête publique	05
2-2. Autres formalités	06
a) Réunion préparatoire et visite guidée sur site à Thieulloy-l'Abbaye	06
b) Publicité complémentaire	06
2-3. Synthèse de l'enquête publique	06
3- Les motivations de l'avis relatifs à la demande d'autorisation d'exploiter	07
3-1. Le contenu du dossier d'enquête publique	07
a) Le caractère complet régulier de la demande d'autorisation d'exploiter	07
b) Absence d'avis de la MRAe des Hauts-de-France	07
c) Les données obsolètes du dossier de demande d'autorisation d'exploiter	07
3-2. Éléments d'appréciation résultant de l'examen du dossier	08
✓ Interaction du projet avec les objectifs fixés en matière de gestion des déchets	08
✓ Les capacités techniques et financières de l'exploitant	08
✓ Maîtrise foncière des parcelles du projet	08
3-3. Éléments d'appréciation au regard des impacts environnementaux du projet	09
✓ Cadre environnemental et milieu humain	09
✓ Impacts sur les sols	09
✓ Impacts sur les eaux souterraines	09
✓ Impact au regard de la Loi sur l'eau	09
✓ Impacts sur la santé, l'air et les odeurs	09
✓ Impacts sur le niveau sonore et vibrations	10
✓ Impact lié aux émissions lumineuses	10
✓ Risque incendie	10
✓ Conditions de remise en état du site	10
✓ Post exploitation : suivi de post exploitation	10
✓ Les effets cumulés avec d'autres projets connus	11

- Sommaire des conclusions de la Demande d'Autorisation d'Exploiter - 06 avril 2020.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la Demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

3-4. Étude du risque sur la santé – Étude de dangers	11
a) Le volet « Santé »	11
b) Étude de dangers	11
3-5. Éléments d'appréciation résultant de l'enquête publique	11
a) La publicité de l'enquête publique	11
b) Les observations recueillies pendant la durée légale de l'enquête publique	12
c) Le mémoire en réponse de TRINOVAL	12
4- Conclusions relatives à la demande d'autorisation d'exploiter	12
5- Avis du commissaire enquêteur concernant la demande d'autorisation d'exploiter	13

**Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage
du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg,
ainsi que la demande de servitudes d'utilité publique présentées par
le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL)**

Conclusions et Avis – Demande Autorisation d'Exploiter

Titre 1- Rappel de l'objet de l'enquête publique et des principaux éléments la concernant

1-1. Le contexte général

Le SMIRTOM Picardie Ouest, devenu aujourd'hui TRINOVAL, exploite depuis 1982 un site de stockage de déchets non dangereux sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-le-Bourg (80).

Le centre de traitement de Thieulloy-l'Abbaye, exploité depuis 1982, est composé de plusieurs installations :

- un centre de tri (*voir en infra § 3-1c - Les données obsolètes du dossier de DAE*),
- un centre d'enfouissement,
- une plate-forme de compostage,
- une déchetterie.

Trois déchetteries extérieures (Hallencourt, Loeuilly et la Chaussée-Tirancourt) sont également gérées par TRINOVAL.

Les compétences principales de TRINOVAL sont :

- La collecte des ordures ménagères et assimilées de 161 communes de la Somme comprenant :
 - la collecte hebdomadaire en porte-à-porte des ordures ménagères et assimilées,
 - la collecte sélective toutes les 2 semaines en porte-à-porte des matières recyclables,
 - la collecte par apport volontaire du verre,
 - la gestion des déchetteries.
- Le traitement des ordures ménagères et assimilées de 161 communes de la Somme et de 89 communes de l'Oise comprenant :
 - le suivi d'exploitation (gestion par IKOS Environnement) et la gestion de l'investissement du centre d'enfouissement technique,
 - la gestion (exploitation investissement) du centre de tri,
 - le suivi d'exploitation (gestion par IKOS Environnement) et la gestion de l'investissement de la plate-forme de compostage des déchets verts.

De plus, les déchets recyclables de quelques communes de Seine-Maritime (convention avec IKOS) sont traités par le centre de tri de Thieulloy-l'Abbaye.

Afin d'optimiser et de pérenniser l'exploitation, TRINOVAL souhaite faire évoluer son site dont le siège social est situé Chemin rural n°3, « Les Corbières » à Thieulloy-l'Abbaye.

Un premier dossier a été déposé en préfecture le 18 décembre 2015 et complété le 22 novembre 2018. Il a été déclaré non recevable en date du 6 juin 2019.

Pour répondre aux insuffisances de fond, le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL) a communiqué les 16 juillet et 29 août 2019 des compléments à sa demande d'autorisation en vue d'augmenter la capacité de stockage de déchets non dangereux du site exploité sur la commune de Thieulloy-l'Abbaye.

Les activités actuellement présentes sur le site sont les suivantes :

- Un stockage d'amiante liée ;
- Une plate-forme de tri et de valorisation des déchets verts ;
- Un stockage de déchets non dangereux équipé d'un système de traitement des lixiviats¹ et de valorisation « *in situ* » du biogaz.

Le site est autorisé à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, complété le 10 décembre 2013.

L'installation actuelle, autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, régit deux zones de stockage dénommées C1 et C2. Cette zone C2 délimite deux casiers C2a et C2b d'un volume de 290 000 m³. L'objet du dossier est d'accroître la capacité du centre de stockage par une reconfiguration des casiers, en supprimant le quai de déchargement. Ainsi, le volume global passerait à 431 195 m³ et la durée d'exploitation serait prolongée jusqu'en 2031, contre 2026 actuellement.

1-2. La demande d'autorisation d'exploiter

Par courrier adressé le 16 juillet 2019 à Madame la Préfète de la Somme, Monsieur Joseph BLEYAERT, agissant en qualité de président de TRINOVAL, sollicite l'autorisation d'exploiter et de développer sur le territoire des communes d'Hornoy-le-Bourg et de Thieulloy-l'Abbaye :

- Une extension et une modification du mode d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND²) :

- Aménagement du casier 2 pour une exploitation en mode bioréacteur.

La bioréaction vise à accélérer la production de bio gaz. Elle consiste à récupérer les lixiviats pour les réinjecter dans la masse des déchets. Apportant humidité et nutriments aux bactéries à l'œuvre dans le massif, ils accélèrent le processus de dégradation en facilitant ainsi la récupération du méthane utilisable à des fins énergétiques.

- Augmentation de la capacité de stockage du casier 2 et du volume d'activité de l'ISDND à hauteur de 45 000 t/an.

- Une plate-forme de valorisation et d'un casier de stockage des déchets inertes ;
- Un nouveau casier de stockage d'amiante.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter a donc été précisé et développé afin que l'ensemble des parties prenantes puisse apprécier la nature des modifications demandées.

L'objet du dossier d'autorisation concerne plus précisément trois demandes :

- La demande d'augmentation du tonnage de l'installation de stockage de déchets non dangereux,
- La mise en place d'une plate-forme de valorisation des déchets inertes (plate-forme de valorisation et casier de stockage),
- La mise en place d'un traitement spécifique des eaux de ruissellement de la plate-forme de compostage (phyto- et TTCR - Taillis à Très Courte Rotation).

Ces activités relèvent de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et sont soumises à autorisation.

Elles relèvent également de la directive IED³ dont l'un des principes directeurs est le recours aux « Meilleures Techniques Disponibles » (MTD⁴).

Les activités couvriront une surface d'environ 24 ha.

¹ Lixiviats : Liquide résiduel engendré par la percolation (traversée lente d'un milieu) de l'eau et des liquides à travers une zone de stockage de déchets.

² ISDND : Installation de stockage de déchets non dangereux.

³ IED : Directive IED : La directive n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Un de ses principes directeurs est le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD).

La surface totale du site restera la même qu'actuellement, soit environ 28 ha.

Le dossier a été déclaré recevable par les services de l'Inspection des installations classées le 21 novembre 2019.

En parallèle de ce dossier, l'exploitant a formulé une demande d'instauration de servitudes d'utilité publique.

1-3. Actualisation du classement ICPE du site et du projet

De par leur nature, les installations de TRINOVAL sont soumises au régime de l'autorisation préfectorale au titre des rubriques 3540, 2760-2, 2791, 2510-3 de la nomenclature des installations classées, ce qui nécessite de fait l'ouverture d'une enquête publique.

Suite à la transposition de la directive IED dans le droit français, notamment au niveau de la nomenclature des ICPE, le site est soumis à autorisation sous la rubrique ICPE n°3540 :

« installations de stockage de déchets d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ».

Le classement ICPE du site projeté a été actualisé, les rubriques suivantes ont été ajoutées :

- n° 2510-3..... Concernant les affouillements de sol, régime de l'autorisation.
- n° 2515-1..... Installation de broyage, régime de l'enregistrement.
- n° 2517..... Installation de transit, non classée.
- n° 2760-2..... Concernant le stockage d'amiante, régime d'autorisation.

1-4. Origine des déchets

1-4-1. Origine et identification des déchets actuellement stockés sur le site

a) Les déchets actuels

Selon l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, les déchets admis sont :

- Les déchets ménagers et assimilés (DMA) et les déchets ultimes au sens de la loi n°76-663 issus des déchets ménagers et assimilés provenant des départements de la Somme, de la Seine-Maritime et de l'Oise.
- Les déchets verts traités au droit de la plate-forme de compostage issus des déchetteries, des végétaux apportés avec les DIB (Déchet Industriel Banal) et les végétaux apportés par les services d'entretien des espaces verts des communes concernées.
- Les déchets d'amiante liée exclusivement amenés par des particuliers et qui, après chaque amenée sont recouverts de terre afin de limiter leur envol.
- Des déchets inertes de type gravats, stockés provisoirement et ensuite réutilisés sur le site comme matériaux de réalisation de pistes sur le casier d'enfouissement. Ils sont aussi utilisés comme matériaux de recouvrement.

b) Les déchets interdits

D'après l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, les déchets suivants sont interdits au droit du site :

- ✓ Les déchets dangereux et les déchets industriels spéciaux définis par l'arrêté ministériel du 18 décembre 1992 modifié ;
- ✓ Les déchets d'activité de soins et assimilés à risque infectieux ;
- ✓ Les déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- ✓ Les déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB (polychlorobiphényles) ;

⁴ MTD : les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et le plus avancé des activités et de leur mode d'exploitation. Elles doivent démontrer leur aptitude pratique à constituer la base des valeurs limites d'émissions visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

- Rapport du 06 avril 2020 – Conclusions et Avis concernant la Demande d'Autorisation d'Exploiter.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

- ✓ Les déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages et qui sont valorisables dans des conditions techniques et économiques acceptables ;
- ✓ Les déchets non refroidis, inflammables et explosifs ;
- ✓ Les déchets dangereux, des ménages collectés séparément ;
- ✓ Les déchets liquides ou dont la siccité (*état de ce qui est sec*) est inférieure à 30 % ;
- ✓ Les pneumatiques usagés à compter du 1er juillet 2002.

1-4-2. Origine et caractéristiques des nouveaux déchets admis

a) Les déchets admis sur le nouveau casier 2 de l'ISDND

Les déchets admis sur le casier 2 seront ceux actuellement admis sur le casier 1b en exploitation conformément à l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, c'est-à-dire les déchets ménagers et assimilés provenant des départements de la Somme, de la Seine-Maritime et de l'Oise.

Dans le cadre du projet, les déchets admis resteront inchangés.

b) Les déchets admis sur le stockage d'amiante liée

Les déchets admis sur l'extension du stockage d'amiante liée seront les mêmes que ceux admis actuellement. Des consignes pour la gestion de l'amiante (annexe 2 du DDAE) et des instructions pour le traitement des matériaux et produits contenant de l'amiante (annexe 3 du DDAE) ont été mises en place par TRINOVAL.

c) Les déchets admis sur la plate-forme de déchets inertes

Les déchets inertes sont des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante.

Les conditions d'admission des déchets au sein des ISDI sont désormais fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les déchets inertes pouvant être stockés sur le site TRINOVAL seront notamment des déchets issus des travaux relatifs à la réhabilitation et à la démolition dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ainsi que les travaux de dépollution. Ils proviendront du réseau de déchetteries de TRINOVAL, des artisans et des particuliers sur le périmètre d'action de TRINOVAL.

d) Les déchets interdits pour le stockage

Les déchets interdits sur le site seront les mêmes que ceux actuellement interdits d'après l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001.

e) Estimation des tonnages de déchets

Sur la base des quantités 2014 et 2016 et au vu des perspectives présentées dans les précédents paragraphes, les volumes d'activité retenus pour les différents stockages sont :

- ✓ Déchets non dangereux : 45 000 t/an dont :
 - 44 000 t/an de DND divers ;
 - 1 000 t/an d'amiante lié (casier spécifique) ;
- ✓ Déchets inertes : 10 kt/an de déchets inertes dont 8 kt/an pour le stockage et 2 kt/an pour la valorisation.

Titre 2- L'enquête publique

Le déroulement de l'enquête publique est régi par les articles L.123 à L.123-16 et R.123-1 à R.123-33 du code de l'environnement.

2-1. L'arrêté du 10 janvier 2020 de Madame la Préfète du département de la Somme

a) Objet de la demande visée par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020

Vu la demande présentée le 18 décembre 2015, complétée les 16 novembre 2018, 16 juillet et 29 août 2019 par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL), dont le siège social est situé chemin rural n°3 « Les Corbières » à Thieulloy-l'Abbaye (80 640), en vue de l'extension de son installation de stockage de déchets non dangereux, parcelles cadastrées section ZH39, ZH56 pp et YX17 pp, sur le territoire de la commune de Thieulloy-l'Abbaye et section YXa, YX4z, YX3a, YX3c, YX3d, YX3e, YX3f, YX3g, YX3h, YX3i, YX3z, YX3b, sur le territoire de la commune d'Hornoy-le-Bourg, ainsi que l'instauration de servitudes d'utilité publique.

b) Mise en application des dispositions relatives à l'organisation de l'enquête publique

- Durée de l'enquête publique : du lundi 18 février au mardi 10 mars 2020 inclus, soit pendant 30 jours consécutifs.
- Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête publique ont été déposés en mairies de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, à disposition du public, pendant les jours et heures d'ouverture habituelle.
- Le dossier d'enquête a été consultable sur le site Internet de la préfecture de la Somme.
- Un poste informatique été mis à disposition du public à la préfecture de la Somme, ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Montdidier et Péronne, aux jours et heures habituelles d'ouverture de celles-ci.
- Le site Internet de la préfecture de la Somme a ouvert la possibilité de déposer des observations par voie électronique.
- La mairie d'Hornoy-le-Bourg a été désignée siège de l'enquête publique.
- Le rayon d'affichage de 3 km de l'enquête publique concerne les communes d'Hornoy-le-Bourg, Thieulloy-l'Abbaye, Aumont, Saint-Aubin-Montenoy et Vraignes-lès-Hornoy.
- Un avis d'enquête a été affiché aux mairies de ces communes 15 jours au moins avant l'ouverture, c'est-à-dire avant le 26 janvier 2020, et pendant toute la durée de l'enquête.
- TRINOVAL a procédé dans les mêmes conditions de délais et de durée à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.
- L'enquête publique a été annoncée 15 jours au moins avant son ouverture dans les journaux « Courrier Picard » et « Picardie la gazette », et rappelée dans les huit premiers jours suivant le début de l'enquête.
- Cinq permanences de 03h00 ont été assurées par le commissaire enquêteur : 3 en mairie d'Hornoy-le-Bourg, et 2 en mairies de Thieulloy-l'Abbaye.
- Les Conseils municipaux des communes concernées par le rayon d'affichage ont été invités à donner leur avis, pendant la durée de l'enquête publique et au plus tard dans les 15 jours suivant sa clôture.
- L'enquête publique a été clôturée le 10 mars 2020 à 17 heures, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une prolongation de sa durée initiale.
- Le procès-verbal de synthèse des observations a été remis le 16 mars 2020 à 15h00 sur le site de TRINOVAL.
- Le mémoire en réponse de TRINOVAL daté du 27 mars 2020 a été réceptionné le 31 mars 2020.

2-2. Autres formalités

a) Réunion préparatoire et visite guidée sur site à Thieulloy-l'Abbaye

Une réunion préparatoire a été organisée le 4 février 2020 sur le site de TRINOVAL avec la participation de :

- Madame Céline CERJAK, Directrice Santé Sécurité Environnement TRINOVAL.
- Monsieur Joseph BLAYERT, Président de TRINOVAL, en charge des Affaires générales, Santé, Sécurité, Environnement.
- Monsieur Guy MASSON, 1^{er} vice-président.
- Monsieur Patrick BEUVRY, Directeur Général des Services TRINOVAL.
- Monsieur Bernard BREUIL, Responsable d'exploitation à IKOS Environnement.
- Madame Sarah HAMADANI, Ingénieur d'études Département Environnement industriel, Bureau d'étude BURGEAP.
- Monsieur Patrick JAYET, commissaire enquêteur.

La réunion a été suivie d'une visite guidée du Centre de traitement d'activité de stockage et de valorisation de déchets de TRINOVAL à Thieulloy-l'Abbaye, et d'un transport en mairie d'Hornoy-le-Bourg, désignée siège de l'enquête publique.

b) Publicité complémentaire

- Un tract d'information distribué dans la commune de Thieulloy-l'Abbaye en janvier 2020 à l'initiative de la municipalité.
- Un avis d'information a été mis en ligne le 24 février 2020 sur le site internet de TRINOVAL à l'adresse : <http://www.trinoval.fr/Actualites/Enquete-publique>
Ainsi que sur ses pages Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/trinoval80>

2-3. Synthèse de l'enquête publique

Trois observations ont été versées à l'enquête publique pendant sa durée légale.

Deux thématiques ont été retenues pour classer les observations recueillies :

- DAE / Applicables au projet de Demande d'Autorisation d'Exploiter.
- SUP / Applicables aux Servitudes d'Utilité Publique.

L'enquête publique n'a pas suscité la mobilisation des habitants des communes environnantes.

Pour expliquer le désintérêt manifesté par la population, on peut avancer l'hypothèse que le centre de stockage de déchets de Thieulloy-l'Abbaye qui existe depuis 1982 fait historiquement partie de son environnement local.

À préciser également que la crise sanitaire liée à la propagation du Covid-19 n'a eu aucune incidence sur la fréquentation des mairies lors des permanences, puisque les secrétariats sont restés ouverts à l'accueil du public. Les mesures gouvernementales relatives au confinement des populations ont été prises le 17 mars 2020.

Titre 3- Les motivations de l'avis relatif à la demande d'autorisation d'exploiter

3-1. Le contenu du dossier d'enquête publique

a) Le caractère complet et régulier de la demande d'autorisation d'exploiter

Le dossier de demande d'autorisation présentée par TRINOVAL comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R122-5 et R512-6 du code de l'environnement relatif aux ICPE soumise à autorisation.

Conformément dispositions des articles R512-8 et R512-9 du code de l'environnement, le caractère de la demande est jugé régulier dans la mesure où :

- Le contenu de l'étude d'impact se doit d'être en relation avec l'importance de l'installation projetée et avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, au regard des intérêts visés aux articles L211-1 et L511-1.
- Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés aux articles L211-1 et 511-1.

b) Absence d'avis de la MRAe des Hauts-de-France

Par courrier en date du 26 novembre 2019 transmis à la DREAL de l'Unité départementale de la Somme, Madame la présidente de la MRAe des Hauts-de-France communique l'information suivante :

« L'autorité environnementale a été saisie le 13 septembre 2019 pour émettre un avis sur le projet en objet. Aucun avis de l'autorité environnementale n'a été expressément produit dans le délai de deux mois suivant la saisine. Je vous informe de l'absence d'observations de l'autorité environnementale sur le projet. Le présent courrier pourra être joint au dossier d'enquête publique. Cette information sera publiée sur le site Internet de la MRAe Hauts-de-France. »

c) Les données obsolètes du dossier de demande d'autorisation d'exploiter

L'examen du dossier a cependant fait apparaître des informations jugées obsolètes :

-1) L'organigramme de TRINOVAL consultables en page 11/76 du classeur 1 – Dossier 1 - est modifié :

Lors de l'assemblée générale du 22 mars 2018, le Comité syndical a renouvelé son bureau et a élu Monsieur Joseph BLAYERT nouveau président de TRINOVAL, en remplacement de Monsieur Jean-Claude BILLOT.

-2) Il est spécifié dans le dossier que le centre de traitement de Thieulloy-l'Abbaye, exploité depuis 1982, est composé de plusieurs installations, dont notamment « un centre de tri ». Or, il est apparu que la chaîne de traitement de ce centre de tri a été arrêtée le 30 juin 2019. À ce jour, le bâtiment ne sert plus qu'à stocker les flux d'emballages collectés avant transfert vers le centre de tri de la société Veolia à Amiens.

-3) Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter consacre un chapitre à la compatibilité du projet avec les plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA) de la Somme et de la Seine-Maritime. Le département de l'Oise ne dispose pas de PDEDMA.

Or, le 13 décembre 2019, le Conseil régional des Hauts-de-France a adopté le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) ainsi que son rapport environnemental.

Le PRPGD sera ensuite intégré dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) avant d'être abrogé. Sa mise en œuvre et son suivi s'effectueront dans le cadre du SRADDET qui fera l'objet d'une évaluation dans les trois ans suivant son adoption.

Ce qui concerne le projet porté par TRINOVAL faisant l'objet de la présente demande :
« Il est spécifié qu'aucune information particulière n'est à communiquer en l'état actuel. Les nouvelles dispositions prévues par le PRPGD seront mises en application dans le cadre des prescriptions qui seront prévues dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter, en cas de décision favorable de Madame la Préfète de la Somme ».

Le caractère obsolète de ces informations figurant au dossier ne constitue cependant pas une modification substantielle de nature à remettre en cause le caractère régulier de la demande d'autorisation d'exploiter.

3-2. Éléments d'appréciation résultant de l'examen du dossier

✓ Interaction du projet avec les objectifs fixés en matière de gestion des déchets

Le projet a été élaboré en cohérence avec :

- Les objectifs locaux : le programme local de prévention des déchets dans lequel TRINOVAL s'est engagé avec l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) qui a pour objectif de réduire la production d'ordures ménagères et assimilées de 7 % par habitant pour 2016,
- Les objectifs départementaux : le plan départemental des Déchets Ménagers et Assimilés dont la révision a été approuvée le 20 décembre 2007 qui a notamment pour objectif d'augmenter le taux de valorisation des déchets,
- Les objectifs nationaux et européens : la directive cadre européenne (Directive Cadre Déchets n°2008/98/CE) qui prévoit d'atteindre 70 % de taux de réemploi, recyclage et valorisation matière pour les déchets non dangereux d'ici 2020.

✓ Les capacités techniques et financières de l'exploitant

Les capacités techniques et financières ont été argumentées de manière à démontrer la maîtrise de TRINOVAL dans le domaine de ses activités. Dans le cadre de son projet d'extension, TRINOVAL ne prévoit pas de compléter ses moyens matériels. TRINOVAL est un établissement public dont les recettes courantes sont composées à 70 % des redevances d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) perçues directement auprès des usagers et des contributions versées par les collectivités adhérentes. Ses ressources courantes présentent donc une réelle garantie de stabilité.

✓ Les plans réglementaires

Le dossier comprend les plans réglementaires : une carte au 1/25000^{ème} de situation du projet, un plan des abords de l'installation au 1/2500^{ème} et un plan d'ensemble au 1/1000^{ème}.

✓ Maîtrise foncière des parcelles du projet

Un plan d'implantation cadastrale du site actuel est joint dans le Dossier n°7 – Plans.

Les activités concernées par le projet faisant l'objet du dossier, sont envisagées sur les parcelles cadastrales du site TRINOVAL actuel, qui sont toutes la propriété du Syndicat.

La présente demande d'autorisation ne concerne pas l'emprise du centre de tri et de la déchetterie (parcelle ZH54, Zh55, ZH56 en partie, ZH47, YX17 en partie) qui font l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation indépendant en date du 20 novembre 1995.

Ces parcelles hors site sont néanmoins concernées par la zone de servitudes des 200 m (Partie V du dossier n°1).

Les installations de valorisation du biogaz rattachées à l'installation de l'ISDND sont situées sur les parcelles ZH56 et YX17, localisées sur les anciennes parcelles AB49 et AB72 mentionnées par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995.

3-3. Éléments d'appréciation au regard des impacts environnementaux du projet

✓ Cadre environnemental et milieu humain

Le site de TRINOVAL se situe en zone rurale. Les zones urbanisées les plus proches sont Thieulloy-l'Abbaye à 1,7 km au sud et Hornoy-le-Bourg à environ 2,5 km à l'ouest. Les premières habitations sont situées à plus de 700 m du site. L'environnement proche du périmètre d'étude est composé de zones de champs cultivés et de massifs boisés. Le site étudié ne se situe pas dans l'emprise d'un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable (AEP). Il n'y a aucun vestige, monument classé ou inscrit, ou infrastructures sportives ou touristiques dans le périmètre concerné.

Les activités environnantes ne présentent aucune incompatibilité avec les activités du site en projet.

✓ Impacts sur les sols

Le complexe d'étanchéité mis en place (barrières passive et active), couplé à un système de collecte des lixiviats, réduit au minimum tout risque d'infiltration de lixiviats vers les sols liés à l'exploitation de l'ISDND.

✓ Impacts sur les eaux souterraines

- En matière de déchets inertes, les activités du site ne présentent aucun risque content tenu du fait que ces déchets ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction physique ou chimique. Ils ne sont pas biodégradables et ne se détériorent pas au contact d'autres matières d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. Le stockage de ces déchets n'engendrera pas de pollutions des eaux souterraines. Le captage le plus proche est celui de Molliens-Dreuil situé à 7 km.

- L'exploitation du casier 2 en mode bioréacteur ne présente aucun impact potentiel supplémentaire vis-à-vis d'une exploitation classique, telle qu'autorisée par l'arrêté préfectoral en vigueur. Le confinement des lixiviats est assuré par l'étanchéité de l'ISDND conformément à la réglementation en vigueur.

✓ Impact au regard de la Loi sur l'Eau

Le projet n'est pas soumis à la loi sur l'eau car :

- Aucun prélèvement et aucun rejet dans les eaux souterraines et superficielles n'est prévu.
- Le projet n'est pas localisé en zone inondable.
- Le projet ne modifie pas l'écoulement d'un cours d'eau et aucune création de plan d'eau n'est prévue.
- Le projet n'est pas localisé au sein d'une zone humide.

✓ Impacts sur la santé, l'air et les odeurs

Dans le cadre de l'établissement du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, les risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques ont été évalués au travers de l'étude « Santé - Volet sanitaire ».

Dans les conditions d'études retenues et en l'état actuel des connaissances scientifiques, le risque sanitaire lié à l'inhalation des polluants atmosphériques potentiellement émis par le site TRINOVAL, dans ses configurations actuelle et future, est non significatif.

✓ Impacts sur le niveau sonore et vibrations

Par rapport aux installations actuellement autorisées, les nouvelles installations mises en place n'entraîneront des nuisances supplémentaires qu'à l'occasion des campagnes de traitement mécanique des déchets inertes en vue de leur valorisation. Ces impacts restent limités dans le temps en raison de leur faible fréquence : Moins d'une campagne par mois.

✓ Impact lié aux émissions lumineuses

Le nouveau projet d'aménagement n'aura pas d'effet supplémentaire sur l'ambiance lumineuse par rapport à l'état initial.

✓ Risque incendie

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter comprend une étude de dangers qui a mis en évidence le fait que le risque d'incendie interne faisait partie des risques prépondérants pour les activités de TRINOVAL.

Aucune habitation n'étant implantée dans le périmètre de 200 m autour de la zone à exploiter, les risques pour la population demeurent faibles.

✓ Conditions de remise en état du site

Selon l'article R.512-39.1 et suivants, le terrain doit être remis en état selon un usage déterminé. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant est tenu de remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 (des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique).

✓ Post exploitation : suivi de post exploitation

Selon la réglementation, la période de post-exploitation s'étend sur une durée minimale de 30 ans à partir de la fin de l'exploitation de l'ISDND.

Tout au long de la post-exploitation, un suivi des installations et des rejets doit être maintenu. Le programme de suivi comprend :

- ✓ Le contrôle de la collecte et du traitement des effluents (lixiviats, biogaz) ;
- ✓ Le contrôle de la qualité des eaux souterraines et de la qualité des rejets ;
- ✓ L'entretien du site (fossés, couverture, clôture, bassins, etc.).

En fin de période de suivi, les équipements comme le réseau de dégazage seront démantelés. L'emprise du site sera restituée au milieu naturel, dans un contexte agricole.

✓ Les effets cumulés avec d'autres projets connus

A ce jour, aucun projet n'est recensé à proximité du site TRINOVAL, que ce soit sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-le-Bourg ou sur les communes voisines. Le projet envisagé n'aura donc aucun effet cumulatif avec un ou plusieurs autres projets connus.

3-4. Étude du risque sur la santé - Étude de dangers

a) Le volet « Santé »

Dans le cadre de ce projet, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter doit être réalisé, comprenant notamment un volet « Santé ». L'objet de l'étude est d'ainsi évaluer les risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques du site dans son état futur dans le cadre d'une démarche intégrée comprenant l'interprétation de l'état des milieux (IEM) et l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS).

La description des dangers potentiels présentés par les polluants émis par le site (polluants généraux et polluants spécifiques) et l'identification des relations entre les niveaux d'exposition et la survenue des dangers propres à ces polluants a conduit au choix des substances traceurs d'intérêt sanitaire et aux voies de transfert possibles. Le Bureau d'étude a ainsi retenu une unique voie d'exposition : l'inhalation de polluants atmosphériques gazeux et particulaires.

L'interprétation de l'état des milieux montre qu'en l'état actuel de fonctionnement de l'installation, l'état des milieux est compatible avec les usages.

Dans les conditions d'études retenues et en l'état actuel des connaissances scientifiques, le risque sanitaire lié à l'inhalation des polluants atmosphériques potentiellement émis par le site TRINOVAL, dans ses configurations actuelle et future, est non significatif.

b) Étude de dangers

L'analyse des risques présentés par l'installation ne met pas en évidence de scénario dit majeur, c'est-à-dire susceptible de produire des effets irréversibles au sens de l'arrêté ministériel du 29/09/2005 à l'extérieur du site.

Compte tenu de ces éléments, la caractérisation des phénomènes dangereux en termes d'intensité (distances d'effets), de gravité, de cinétique, de fréquence d'occurrence et de criticité est sans objet.

Les terrains autour du site sont de nature agricole.

L'étude des dangers a également permis de montrer que les effets de surpression pouvant présenter un risque grave pour les personnes restent dans les limites de propriété.

3-5. Les éléments d'appréciation résultant de l'enquête publique

a) La publicité de l'enquête publique

La publicité légale de l'enquête publique a été conforme à la législation en vigueur et aux dispositions prescrites par les articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020.

L'accomplissement de ces formalités sera certifié par une attestation établie respectivement par les maires des communes concernées par le rayon d'affichage de 3 km, et par l'exploitant lui-même dans le cadre des affichages réalisés sur les lieux prévus pour la réalisation de son projet.

Elle a été complétée par :

- Un avis d'information diffusé chez l'habitant dans la commune de Thieulloy-l'Abbaye en janvier 2020
 - Un avis d'information a été mis en ligne le 24 février 2020 sur le site internet de TRINOVAL à l'adresse : <http://www.trinoval.fr/Actualites/Enquete-publique>
- Ainsi que sur ses pages Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/trinoval80>

b) Les 3 observations recueillies pendant la durée légale de l'enquête publique

Hornoy/01 29 février 2020	Une délibération du Conseil municipal d'Hornoy-le-Bourg du 11 février 2020.	Avis favorable au projet. Non argumenté. Thématiques : DAE + SUP
Thieulloy/01 06 mars 2020	Une délibération du Conseil municipal de Thieulloy-l'Abbaye du 02 mars 2020.	Avis favorable au projet. Non argumenté. Thématiques : DAE + SUP
Hornoy/02 10 mars 2020	Observation déposée par M. de VISME, agriculteur à Lincheux.	Courrier faisant état de plusieurs remarques relatives aux nuisances liées à l'exploitation du site, l'impact sur la qualité de l'air et la gestion du risque sanitaire. Avis sur le projet non exprimé. Thématique : DAE

c) Le mémoire en réponse de TRINOVAL

Le mémoire en réponse transmis le 31 mars 2020 sous la signature de Monsieur Joseph BLAYERT, Président de TRINOVAL, a été rédigé à l'en-tête conjointe du Bureau d'études GINGER-BURGEAP et TRINOVAL.

TRINOVAL a pris acte des avis favorables exprimés dans les délibérations des Conseils municipaux des communes d'Hornoy-le-Bourg et Thieulloy-l'Abbaye, et n'a pas jugé nécessaire d'y apporter un commentaire ou une réponse.

Le mémoire transmis le 31 mars 2020 n'a donc pour objet que de fournir des éléments de réponse, point par point, à l'observation formulée par Monsieur Emmanuel de VISME (Hornoy/02).

Les 6 points évoqués dans la contribution Hornoy/02 ont fait l'objet d'une analyse au vu des réponses apportées par le maître d'ouvrage.

En conclusion, les réponses communiquées par le maître d'ouvrage sont estimées globalement argumentées, pertinentes et recevables.

4- Conclusions relatives à la demande d'autorisation d'exploiter

✓ Le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL) est un Syndicat mixte interdépartemental qui exerce une mission de service public auprès des usagers de son territoire en assurant la collecte, le traitement la valorisation des déchets ménagers et assimilés.

✓ La demande d'augmentation de la capacité de stockage est justifiée par le fait que le casier actuellement en exploitation (1b) arrivera prochainement à son taux de remplissage maximal. Dans le cadre de la poursuite de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, un nouveau casier (2) doit être mis en place rapidement à proximité du casier 1.

✓ L'aménagement d'une plate-forme de valorisation des déchets inertes tels que les gravats, terres et cailloux, provenant des usagers et des artisans permettra, une fois ces déchets triés, de revendre la partie valorisable et de participer à la préservation de ressources en matériaux minéraux.

- Rapport du 06 avril 2020 – Conclusions et Avis concernant la Demande d'Autorisation d'Exploiter.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

✓ TRINOVAL souhaite pérenniser l'activité du syndicat dans le secteur géographique d'Hornoy-le-Bourg et de Thieulloy-l'Abbaye. Pour améliorer la qualité de service, il est indispensable de poursuivre l'exploitation du site actuel, mais également de prévoir l'augmentation du tonnage et la prolongation de la durée d'exploitation de son site.

✓ Dans un contexte réglementaire en perpétuelle évolution où la protection de l'environnement et de la santé publique est évidemment très forte, et où la concurrence est relativement importante, TRINOVAL doit évoluer, élargir ses compétences afin d'améliorer la qualité du service et de maintenir la satisfaction des usagers tout en maîtrisant les coûts.

L'évolution des activités projetées par TRINOVAL sur son site de Thieulloy-l'Abbaye permet d'en réduire l'impact environnemental en proposant de nouveaux services et en améliorant ceux déjà existants.

✓ Les nouvelles activités du site TRINOVAL auront un impact sur le développement économique des communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-le-Bourg. En effet, l'augmentation de la capacité de stockage de déchets non dangereux, le renforcement et la mise en place de nouvelles activités (valorisation et stockage de déchets inertes) permettra de pérenniser le site et donc l'activité et le personnel pour une quinzaine d'années. Néanmoins, aucune création d'emploi n'est prévue.

✓ L'enquête publique n'a en évidence aucun élément objectif susceptible de remettre en question le bien fondé de la demande présentée par TRINOVAL.

5- Avis du commissaire enquêteur concernant la demande d'autorisation d'exploiter

Dans le cadre de la demande relative à l'extension de son installation de stockage de déchets non dangereux, parcelles cadastrées section ZH39, ZH56 pp et YX17 pp, sur le territoire de la commune de Thieulloy-l'Abbaye et section YXa, YX4z, YX3a, YX3c, YX3d, YX3e, YX3f, YX3g, YX3h, YX3i, YX3z, YX3b, sur le territoire de la commune d'Hornoy-le-Bourg.

J'émet un AVIS FAVORABLE à la demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage de son site, sis sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, présentée par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

Le 06 Avril 2020,
Le commissaire enquêteur
P. JAYET

